



EXPLOIT DE DENONCIATION DE LA PRETENDUE
ATTESTATION DU 02 AOUT 2009

L'An Deux Mille Dix

Et le 08. Juin 2012

A la requête de la *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL*, ayant son siège social à Dubréka, Commune Urbaine de Dubréka, représentée par sa Directrice Générale, *Madame Mamadie TOURE*, demeurant au quartier Bagaboundé, Commune Urbaine de Dubréka, ayant pour conseil *Maîtres Dinah SAMPIL et BEAVOGUI Salifou*, Avocats à la Cour ;

J'ai, *Maître Nassif MOUSSI*, Huissier de justice près les juridictions et la Cour d'Appel de Conakry, quartier Manquépas, Commune de Kaloum, BP : 3217 tél : 60-29-50-79, Conakry ;

Signifié en têtes de celles des présentes, remis et laissé copie à :

La *Société BSG Ressources* Guinée, ayant son siège social Coléah, Commune de Matam, représentée par *Monsieur ASHER AVIDAN*, Directeur des Opérations, en ses lieux, où étant et parlant à : *Madame Coumar - Secrétaire*

qui a reçu copie pour la société BSCR.

Que par la présente, la *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL* dénonce et s'oppose énergiquement à la fameuse attestation du 02 Août 2009, ce pour les motifs ci-dessous :

En effet, la *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL* et *La Société BSG Ressources* Guinée, sont légalement liées par le contrat de commission du 27 Février 2008 et le protocole d'accord du 28 Février 2008 qui stipulent que ;

1-Sur le contrat de commission du 27 Février 2008 aux termes duquel les parties sont librement convenues de ce qui suit :

ENGAGEMENT

« La société *BSG Ressources* Guinée s'engage de donner une somme totale de quatre millions de dollars à titre de commission pour l'obtention des blocs 1 et 2 de simandou situé en république de Guinée et couvrant les préfectures de *KEREOUANE et BEYLA* ;

La *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL* s'engage pour sa part de faire les démarches nécessaires pour obtenir des autorités la signature pour l'obtention des dits blocs en faveur de la société *BSG RESSOURCES GUINEE* ;

La société *BSG Ressources* se propose de répartir la commission ci-dessus comme suit :

Une somme de deux millions pour la *société MATINDA AND CO LIMITED* avec imputation de *cent (100) USD* déjà versée à titre d'avance ;

Le reste de la somme sera répartie entre les personnes de bonne volonté qui auraient contribué à la facilitation de l'octroi des dits blocs, dans lequel la société BSG Ressources Guinée diligentera en raison de la qualité de la contribution de chaque partie ;

La Totalité de la somme sera versée sans délai après la signature dudit document ;

En outre, la Société BSG Ressources s'engage dans un délai raisonnable à la réalisation des infrastructures scolaires sous la propriété de Matinda And Co limited en République de Guinée » ;

2- Sur le protocole d'accord du 28 Février 2008 aux termes duquel les parties sont également convenues de ce qui suit

« La *Société BSG Ressources* s'engage à donner 5% des actions des blocs 1 et 2 de simandou situé en République de Guinée et couvrant les préfectures de Kérouané et Beyla » ;

Ces deux conventions liant les parties depuis les *27 et 28 Février 2008*, sont légales, bonnes, valables et juridiquement applicables tant qu'elles n'auraient été annulées par voie judiciaire ;

Si la *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL* a honorablement exécuté toutes les obligations résultant les deux conventions, telle n'est pas le cas pour la Société BSG Ressources Guinée, qui par des subterfuges et des manœuvres dolosives passe par tous les moyens pour se soustraire à ces obligations conventionnelles, comme l'atteste la fameuse attestation du 02 Août 2009 ;

3- Sur la fameuse attestation du 02 Août 2009 aux termes de laquelle, semble t-il, la Société MATINDA AND CO LIMITED SARL aurait finalisé avec la société BSGR du versement de la somme de quatre Millions (4.000.000 de dollars américain), représentant la valeur totale de l'ensemble de mes actions (5% de participation) ainsi que de mes prestations fournies pour l'obtention des titres miniers en faveur de la société BSGR en terre guinéenne ;

La *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL* s'inscrit énergiquement en faux contre la fameuse attestation du 02 Août 2009, ce pour les motifs ci-dessous :

→ En dehors du contrat de commission du 27 Février 2008 et du protocole d'accord du 28 Février 2008, la *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL* n'a directement ou même indirectement négocié de quoi que ce soit en terme de convention avec la *Société BSG Ressources Guinée*

-La *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL* ne reconnaît nullement la signature apposée sur la fameuse attestation du 02 Août 2009 au nom de *Madame Mamadie TOURE* ;

- Autrement dit, Madame Mamadie TOURE n'a jamais apposé sa signature et le cachet de la *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL* sur ladite attestation ;

-Les prétendus témoins également, ne reconnaissent nullement les signatures portées en leurs noms sur ladite attestation ;

- En d'autres termes, la *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL*, les soit disant témoins Sergent chef Abdoulaye CISSE et Adjudant chef Issiaga BANGOURA ignorent totalement l'existence de la fameuse attestation du 02 Août 2009, contestent les signatures à eux attribuées et s'inscrivent en faux contre ladite attestation, ce conformément aux dispositions pertinentes du Code Civil et du Code de Procédure Civile ;

Ils avertissent, qu'ils n'hésiteront point à engager des poursuites judiciaires pour faux et usage de faux contre le ou les auteurs de la fabrication de la fameuse attestation du 02 Août 2009 ;

Aussi, il convient de noter que la transmission d'actions obéit rigoureusement à certaines dispositions de l'acte uniforme du **17 Avril 1997** relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (OHADA) ;

Il se trouve qu'en espèce, tel n'est guère le cas ;

En conclusion, la *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL*, ignore totalement l'existence de la fameuse attestation 02 Août 2009 et s'en tient uniquement au contrat de commission du 27 Février 2008 et au protocole d'accord du 28 Février 2008, actes juridiquement valables devant produire plein et entier effets entre les parties ;

La *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL* exige de la *Société BSG Ressources Guinée*, l'exécution correcte, complète et de bonne foi de toutes ses obligations contractuelles nées du contrat de commission du 27 Février 2008 ainsi que du protocole d'accord du 28 Février 2008 ;

CE A QUOI IL M'A ETE REPONDU

Réponses contre lesquelles, j'ai émis les réserves pour la sauvegarde des intérêts et droits de ma requérante, la *Société MATINDA AND CO LIMITED SARL* ;

SOUS TOUTES RESERVES

Et à ce qu'il n'en ignore, je lui ai étant et parlant comme dessus, remis et laissé copie du présent exploit dont le coût est de 50.000 FG .



[COPY]

DOCUMENT INVALIDATING THE CLAIMED ATTESTATION OF 2 AUGUST 2009

In the year two thousand and ten

And on this 8 June at 14:12 hours

At the request of MATINDA AND CO LIMITED SARL, having its registered office at Dubréka, in the Urban Commune of Dubréka, represented by its Managing Director, Mrs Mamadie TOURE, residing in Bagaboundé, in the Urban Commune of Dubréka, having for legal counsel Maîtres Dinah SAMPIL and Salifou BEAVOGUI, Barristers;

I, Maître Nassif MOUSSI, legal process server to the Conakry Court of Appeal, in the Manquépas District, in the Commune of Kaloum, BP: 3217 Tel: 60 29 50 79, Conakry;

Have served on and, together with a copy of the present notification, left a copy with:

BSG Ressources Guinée, having its registered office at Coléah, in the Commune of Matam, represented by Mr ASHER AVIDAN, Director of Operations, in its premises, and speaking in person to: Mrs Camara - Secretary, who received a copy for BSGR.

That by these presents, MATINDA AND CO LIMITED SARL claims the invalidity and actively opposes to the attestation of 2 August 2009, on the grounds outlined hereunder:

MATINDA AND CO LIMITED SARL and BSG Ressources Guinée are legally bound by the Commission Agreement of 27 February 2008 and the Memorandum of Understanding of 28 February 2008 which makes provision as follows:

1- Concerning the Commission Agreement of 27 February 2008 which states that the Parties freely agreed on that which follows:

COMMITMENT

"BSG Resources hereby undertakes to issue a total amount of four million dollars by way of commission for the transfer of blocks 1 and 2 at Simandou, located in the Republic of Guinea, and covering the prefectures of KEREOUANE and BEYLA.

MATINDA AND CO LIMITED hereby undertakes to undertake all formalities as may be required for signature by the authorities for issue of said Blocks in favour of BSG RESOURCES GUINEE.

BSG Resources proposes to distribute the above commission as follows:

A total of two (2) million for MATINDA AND CO LIMITED with one hundred (100) USD already paid as a deposit.

The remainder of the amount shall be divided between the Parties in good faith and which shall be contributed towards facilitating allocation of said Blocks, in which BSG Resources Guinée shall make its contribution up to the proportional quantities of each Party.

The total amount shall be paid immediately following signature of said document.

Moreover, BSG Resources hereby undertakes, within a reasonable timeframe, to construct school infrastructures on the land of Matinda and co limited within the Republic of Guinea".

2- Concerning the Memorandum of Understanding of 28 February 2008 which states that the Parties additionally agreed on that which follows:

" BSG Resources hereby undertakes to give 5% of shares of Blocks 1 and 2 in Simandou, located in the Republic of Guinea and covering the prefectures of Kerouane and Beyla";

Both of these documents have legally bound the parties since 27 and 28 February 2008, and are legal, proper, valid and enforceable having not been legally annulled or terminated;

Whilst MATINDA AND CO LIMITED SARL has honoured all of the obligations set forth under both Agreements, this is not the case for BSG Ressources Guinée, who through manoeuvres and time-stalling tactics, has sought in every manner possible to relinquish performance of these contractual obligations, as illustrated by the attestation of 2 August 2009;

3 - **Concerning the attestation of 2 August 2009 which states that**, it would appear, MATINDA AND CO LIMITED SARL completed, along with BSGR, payment of the total amount of four million (4,000,000 US Dollars), representing the total value of all of my shares (5% of holdings) as well as my services provided for issue of the mining permits to BSGR in Guinea;

MATINDA AND CO LIMITED SARL is actively challenging the attestation of 2 August 2009, on the following grounds:

- Excluding the Commission Agreement of 27 February 2008 and the Memorandum of Understanding of 28 February 2008, MATINDA AND CO LIMITED SARL has not directly or indirectly negotiated any Agreement with BSG Ressources Guinée

- MATINDA AND CO LIMITED SARL does not acknowledge the signature affixed on the attestation of 2 August 2009 supposedly of Mrs Mamadie TOURE;

- In other words, Mrs Mamadie TOURE never affixed her signature or the stamp of MATINDA AND CO LIMITED SARL on said attestation;

- The supposed witnesses also do not recognise the signatures affixed in their names on said attestation;

- In other words, MATINDA AND CO LIMITED SARL, and the supposed witnesses Sergeant Chief Abdoulaye CISSE and Chief Warrant Officer Issiaga BANGOURA are entirely unaware of the existence of the attestation of 2 August 2009, contest the signatures supposedly affixed in their names and challenge said attestation, pursuant to the provisions set forth in this regard under the Civil Code and the Civil Procedure Code;

The latters indicate that they will not fail to bring legal action for fraud and use of fraudulent documents against the perpetrator(s) responsible for faking the attestation of 2 August 2009;

It should, therefore, be noted that the transfer of shares stringently obeys certain provisions set forth under the Uniform Act of 17 April 1997 concerning the rights of commercial entities and the Economic Interest Group (OHADA);

In the case at hand, it happens that this is not the case;

In conclusion, MATINDA AND CO LIMITED SARL are entirely unaware of the existence of the attestation of 2 August 2009 and claim sole and exclusive enforceability of the Commission Agreement of 27 February 2008 and the Memorandum of Understanding of 28 February 2008, legally valid documents which are enforceable in all provisions between the Parties;

MATINDA AND CO LIMITED SARL requests from BSG Ressources Guinée the due and proper performance, in good faith, of all contractual obligations resulting from the Commission Agreement of 27 February 2008 and the Memorandum of Understanding of 28 February 2008;

AS WAS ISSUED IN RESPONSE

Responses against which I issued reservations in order to protect the interests and rights of my Applicant, MATINDA AND CO LIMITED SARL;

SUBJECT TO ALL LEGAL RESERVATIONS

So that nothing can be claimed as omitted or passed over, I have served notice and left a copy of the present document therewith, of which the total cost is 50,000 Guinean Francs.

[Stamp + signature]

Legal process server
N. MOUSSI